

RÉPLIQUE
A U
SECOND DISCOURS

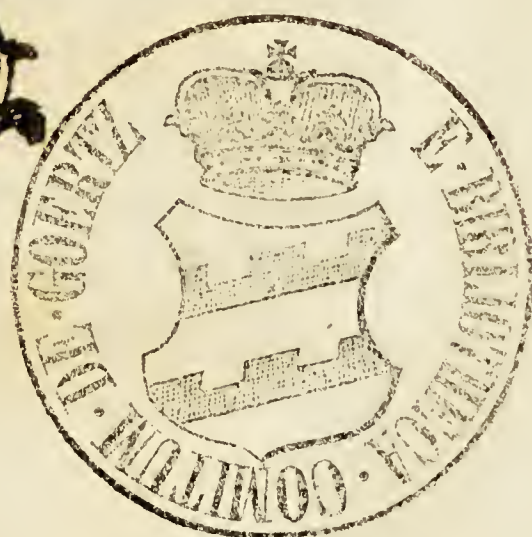
*D'un soit-disant Bon-Hollandais à ses
Compatriotes &c. &c.*

PAR L'AUTEUR

DE LA

RÉPONSE
A U
PREMIER DISCOURS.

Alleen uit Liefde voor de Waarheid en Gerechtigheid.



A L E I D E,

Chez CORNEILLE DE PECKER, C. F.

M D C C L X X I X,

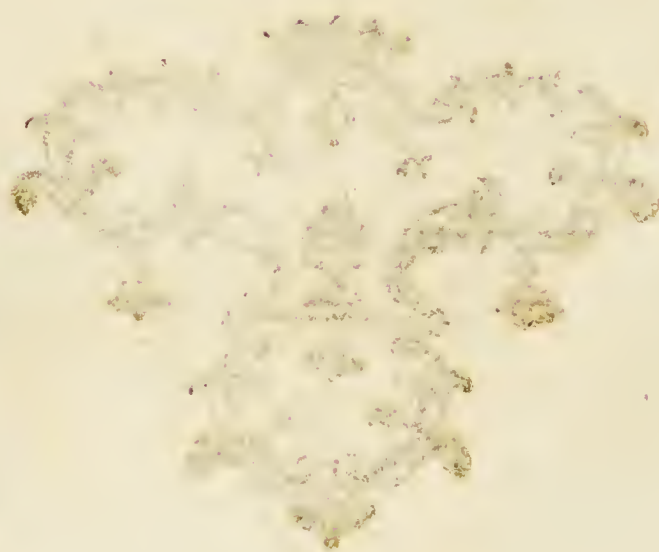
REPLIQUE

SECOND DISCOURS

PAR L'AVUEUR

REPLIQUE

PREMIER DISCOURS



PAR L'AVUEUR
DE L'ORDRE DE LA COUR
DE L'ORDRE DE LA COUR
DE L'ORDRE DE LA COUR

PPJCB

REPLIQUE

A U

SECOND DISCOURS

*D'un soit-disant Bon-Hollandois à ses
Compatriotes.*

Je proteste Mr., qu'avant de vous répondre, j'ai cherché à ne pas me tromper sur le vrai sens & le but de votre Discours. En cela j'ai suivi l'avis que vous me donnez (a). Pour ne pas me faire illusion sur un article de cette conséquence, j'ai consulté des hommes qui passent avec raison, pour très judicieux; ils m'ont même assuré que j'avais très bien pris le sens de

vo

(a) P. 58. du Second Discours.

votre premier ouvrage , & que l'avertisse-
 ment que vous me faites à ce sujet , n'est qu'une
 declamation & un subterfuge d'un homme vain-
 cu , & qui a honte de l'être. Si vous avez
 voulu attacher un autre sens à vos traités politi-
 ques , & si le Public ne saisit pas votre pensée ,
 il faut croire que vous avez voulu aussi vous ren-
 dre inintelligible : si cela est , vous ne pouvez pas
 me faire un reproche fondé de n'avoir pas trouvé
 le mot de vos *Enigmes politiques*. En prenant vos
 expressions pour ce qu'elles valent dans l'usage
 ordinaire , je vais hasarder encore quelques ré-
 flexions sur votre seconde production. Le Pu-
 blic a eu la bonté de goûter ma première répon-
 se , j'en ai le plus sur garant qu'on puisse en
 avoir & le succès a passé de beaucoup mes espe-
 rances ; ce succès me donne du courage. Trait-
 tez tant qu'il vous plaira cet aveu , de vanité
 présomption &c. peu m'importe ; je vous avoue
 que je suis très flaté d'avoir démontré que le
Bon Hollandais auteur des *deux Discours à ses*
Compatriotes , n'est ni *Bon* , ni *Hollandais* , ni *Pa-*
triot *Zélé*. (b)

Voici une de vos propositions fondamentales :
les Colonies Anglaises reviendront partie de l'An-
gleterre , ou obtiendront l'indépendance. (c). Sup-
 po-

(b) P. 58.

(c) P. 5.

posons que ce Dilème est exact; les conséquences que vous en tirez ne sont ni justes, ni naturelles. Dans le premier cas (dites-vous) „ ces „ Colonies ne seront plus si utiles à leur mere „ Patrie, qu'elles l'on été, elles ne favoriseront „ plus cette prospérité qui lui a fait des enne- „ mis, elles ne la conduiront plus vers cet Em- „ pire des mers, qu'elle n'a pu esperer, si mê- „ me elle y a visé un moment”. (d).

J'observe d'abord que vous cherchez à excuser votre bonne Patrone sur une ambition demeurée qu'on lui reproche généralement. Car non seulement elle a pu esperer *l'Empire des mers*, mais même elle en a joui avec la plus grande arrogance depuis fort longtems; sur le point de le perdre peut-être, ou du moins de le partager, la grande-Bretagne vient de donner récemment des preuves peu équivoques de ces prétentions à cet Empire: la saisie, l'enlèvement, le pillage des vaisseaux neutres, ne sont-ce pas là des actes d'un pouvoir despotique & qui se joue du droit des gens? Je ne vous citerai pas les vaisseaux de la République conduits à *Portsmouth*, condamnés & vendus, ce ferait mal vous prouver ma These; & d'abord vous me fermeriez la bouche en me citant l'Art. XXVI. du Traité de Breda; mais les vaisseaux

Da-

Danois attaqués & conduits dans les ports d'Angleterre, forment une preuve contre vous à laquelle je vous défie de répondre : ici vous ne pouvez m'opposer ni le Traité de Breda, ni aucun autre Traité, qui interdise aux Puissances du Nord la liberté du commerce, lorsque l'Angleterre est en guerre : n'avez-vous pas entendu parler des vives réclamations des Suedois ? ne savez-vous pas qu'ils se sont adressés en corps à leur Souverain, & qu'ils ont sollicité la permission d'user de représailles à l'égard des Pirates Anglais ? La grande-Bretagne d'ailleurs ne vous a pas donné la commission de l'excuser à cet égard ; elle prône elle-même sa ridicule prétention. Dans cette séance du Parlement Britanique, un Sénateur Anglais s'éleva avec force dans la chambre haute contre la témérité de la France, parceque cette Puissance semblait vouloir disputer à l'Angleterre le *Souverain Empire des mers*. Ce sont les propres termes dont ce Mylord se servit. Je n'ai plus le papier Anglais dans le quel j'ai lu cette preuve incontestable de l'orgueil Britannique, mais j'assure, sur mon honneur, que je l'ai lu. Ce doit être dans un papier intitulé *The St. James Chronicle*, en Novembre 1778.

Mais venons au fait. Si je vous demande pourquoi dans le cas moralement impossible, que les Colonies Anglaises reviendront partie de l'Angleterre, pourquoi dis-je, ces Colonies ne seront plus

si

si utiles à leur mere Partie ? vous me répondez que c'est , par cequ'il faudra pour les retenir , avoir sans cesse des flottes & des armées , c'est-à-dire faire une grande depense d'hommes & d'argent. (e)

Dans le cas où elles seraient soumises par la force, j'avoue que les depenses que la Grande Bretagne serait obligée de faire pour les retenir dans les fers, excederaient les profits & les avantages qu'elle en retirerait; mais vous & la Grande-Bretagne devez avouer que dans ce cas, l'Angleterre agirait en aveugle & en Puissance qui n'entend nullement ses vrais intérêts. Un homme de bon sens ne sacrifie jamais son repos, ses biens & son aïssance à pure perte; un Etat doit être encore plus ménager du sang, de la vie, des biens & de la prospérité de ses sujets. Il n'ya qu'un Tyran odieux qui ne compte pour rien la felicité de ses Esclaves & qui se joue de leur bien être & de leurs vies, pour satisfaire ses caprices ambitieux: comme jusqu'à present il n'ya aucune espoir d'une soumission volontaire de la part des Colonies, l'on peut conclure d'après votre réponse, que l'Angleterre ruine son pays, foule ses Sujets, s'expose à des révolutions très dangereuses, se met dans le cas de perdre des possessions que personne ne lui aurait disputé, risque de perdre la consideration & l'impor-

(e) P. 6.

portance dont elle a joui entre les Puissances du premier ordre, pour reconquerir un pays qui après la conquête, lui sera à charge en la jetant dans *des dépenses d'hommes & d'argent* : dépenses qui ne seront jamais que médiocrement compensées. Est-ce bien entendre ses intérêts, est-ce même ére humain, que de porter, pour un médiocre avantage, la desolation dans une partie considérable de l'autre Hemisphere, que de troubler la tranquillité & la paix d'une partie considérable du notre? Faut-il donc presque pour rien, ou si vous voulez par orgueil & par desespoir, exercer des cruautés innouies, troubler le commerce, armer les Europeens les uns contre les autres, rougir la mer du sang des malheureux qui périssent dans les differents combats, plonger les familles dans le deuil, en un mot se couvrir de crimes & faire gémir la Nature? Les Canibales même ne mangent la chair de leurs prisonniers, que parceque cette chair a pour les Bourreaux de ces infortunés un goût exquis & succulant : un intérêt faux à la verité, mais qui a de la réalité pour ces sauvages, les excite à ces festins detestables. Les Anglais seuls, selon vous, font & causent des grands maux, sans raison plausible & contre leur propre intérêt. La vengeance ne peut avoir guere d'attraits, lorsque pour l'assouvir, il faut fouler les peuples & risquer sa propre existence, ou
tout

tout au moins sa tranquillité. Pour le coup Mr.
 je suis de votre avis, les Colonies soumises par
 la force, *ne seront plus d'une si grande utilité* à la
 Puissance qui les opprime depuis longtems, &
 qui pour les retenir serait obligée de les oppri-
 mer continuellement, *en entretenant sans cesse*
des armées & des flottes. Mais pour qu'elle,
 peut se flater de les retenir, soit dit en passant,
 il faudrait à la Grande-Bretagne vingt fois plus
 de force qu'elle n'en a. Je me permettrai de
 donner à votre réponse un peu plus d'extention
 & de developement, & j'ajouterai que les Co-
 lonies soumises par la force, *ne seront plus si utiles,*
à la mere Patrie, parceque épuisées par la guerre,
 elles ne seront pas en état de fournir les subsides
 dont l'Angleterre aura besoin pour faire face à
 ses engagements; parceque soumises par la force
 à un joug qu'elles detesteront toujours, le de-
 couragement les tiendra dans une inactivi-
 té totale; parceque soumises à un pouvoir-
 arbitraire, semblables aux malheureux qui vi-
 vent sous la domination d'un Prince Asiatique,
 elles negligeront les arts, la Navigation, le
 commerce & enfin toutes les sources abondantes
 de l'opulence & de la felicité publique. Ces
 raisons même devraient faire desister les Anglais
 de leur entreprise, parceque même alors, la con-
 quête supposée possible, leur fera toujours à
 charge, ou du moins ne leur donnera qu'un pro-

fit très mediocre. L'inconsequence que je vous reproche ne consiste pas précisément dans la première partie de votre raisonnement ; il n'en suit que l'inconsequence de la conduite de la Grande-Bretagne.

Je suis fâché de ne pouvoir convenir avec vous, que *dans le cas d'une soumission libre de la part des Colonies, il faudra pour les retenir avoir sans cesse, des flottes & des armées c'est à-dire, faire une grande dépense d'hommes & d'argent (f).*

À toute force, l'Angleterre ne peut espérer une soumission libre de la part des Colonies, qu'en réalisant les offres que cette mere toujours tendre, leur a fait faire par les Commissaires Pacificateurs. Quelles étaient ses offres rejetées avec mépris & avec indignation ? les voici : c'est de révoquer & d'anéantir tous les actes du Parlement Britannique contraires à la liberté & aux privilèges des Colons, c'est de confirmer leurs anciennes Chartes & de les remettre dans tous leurs droits, enfin c'est de les regarder comme Co-sujets d'un même Etat & non de les traiter comme les Esclaves de leurs freres Anglais. Il faut croire que ces belles promesses étaient sincères de la part de la mere Patrie ; mais si elles l'étaient, si l'Angleterre les réalise dans le cas d'une soumission libre, pourquoi des flottes, pour-

pourquoi des armées, pourquoi des dépenses d'hommes & d'argent ? Les Américains assurés de la bonne foi de leurs freres les Anglais, jouissant des effets de leurs belles promesses, ne penseront plus à se separer; contents de leur état, ils ne travailleront qu'à reparer leur pertes, pour pouvoir concourir à la prosperité de la mere Patrie, après en voir consolidé les playes & essuié les larmes: une soumission volontaire suppose la sincerité, dans celui qui se soumet. Si les Américains se soumettent de bon gré à redevenir partie de l'Angleterre, il ne faudra pas plus de flottes & des Armées après la réconciliation, qu'il n'en fallait avant la rupture: un enfant égaré & qui de lui même, sans contrainte & sans instigation étrangere revient demander les bonnes graces & la tendresse de son pere, ne doit pas être en prisonné: le pere doit compter sur la sincerité du Prodigue converti: cet enfant doit jouir de la liberté; lui faire sentir trop rudement le pouvoir paternel, c'est l'engager à chercher à s'y soustraire de nouveau. Où il n'y a plus rien à craindre, il n'y a plus de grandes précautions à prendre, & desque la réunion & le retour seraient libres, c'est-à-dire ni forcés, ni même la suite de quelques divisions intestine, en conservant le pouvoir de reclamer une autre fois l'indépendance, les Colonies n'en conserveront certainement pas le desir; ce desir supposerait une demarche forcée de leur part, ce qui est contre l'hypothese.

M'est-il permis Mr., de vous prouver par un autre raisonnement, que dans le cas d'une soumission libre de la part des Americains, la Grande-Bretagne ne serait nullement obligée d'entretenir des *flottes & des Armées*, pour retenir ses Colonies; que même il seroit très dangereux pour elle de prendre ce parti. Ces *grandes flottes*, ces *grandes Armées* donneraient des soupçons bien fondés sur la droiture des intentions de la Grande-Bretagne: les Colonies, pourraient penser que toutes ces forces formidables ne seraient destinées que pour leur présenter & leur faire recevoir les fers de la servitude; dans ce cas, la paix ne serait pas de longue durée, & le moyen employé pour l'assurer, opererait infailliblement un effet tout contraire. Les Colons penseraient que le traité de leur réunion n'a été qu'un leurre dont leurs freres se sont servis pour les attirer dans le piège; bientôt ils cablerent au dedans & au dehors, pour prévenir les maux dont ils se croiraient menacés; nous les reverrions encore faire les mêmes efforts qu'ils font actuellement pour se soustraire à un pouvoir arbitraire. Votre raisonnement serait en état d'achever d'aliéner les esprits des Americains, si leur répugnance à se soumettre était susceptible d'accroissement: vous ne les invitez guere à se réunir à la mere Patrie: ce n'est pas en leur faisant envisager d'avance, des

gran-

grandes flottes & des grandes Armées destinées à les contenir, que vous les ramenez de bon gré à la soumission. Il est à souhaiter, pour l'intérêt de la Grande-Bretagne, que votre Discours ne passe pas la mer. Si les Américains savaient comme nous le savons, que vous êtes le fidèle interprète des intentions du peuple Anglais, à la lecture de ce passage de votre Discours, je doute qu'il y eût un seul *Toris* en Amérique, qui ne se devint sur le champ, un *Wish* des plus Zélés, ou pour parler avec plus de précision, ce *Toris* ne serait plus qu'un bon Américain prêt à tout sacrifier pour assurer la liberté à sa Patrie.

Examinons la seconde partie de votre Dilemme: supposons que les Colonies se maintiendront dans l'indépendance. Dans ce cas très probable, vous nous annoncez la chute totale de notre commerce & par conséquent la ruine entière de notre Nation. Cet avenir n'est pas flatteur pour nous; je vais raisonner en adoptant vos principes, mais vous me permettez d'en tirer d'autres conséquences. L'Amérique devenue un Etat libre & indépendant, notre commerce est perdu: soit: il nous importe donc qu'elle reste soumise aux Anglais: soit encore; Mais dites-moi je vous prie, est-il en notre pouvoir d'empêcher que l'Amérique ne devienne libre & indépendante? oui, ou non: si avec tous les gens
de

de bon sens vous avouez franchement que non, nos malheurs sont inévitables, amoins que le Dieu des Armées ne combatte pour les Anglais contre les Americains. Si vous repondez hardiment; oui, nous pouvons faire rentrer les Americains dans la dépendance de la Grande-Bretagne; je vous demanderai encore, quel est le moyen que nous devons prendre pour operer une si grande oeuvre; la voye de la negociation, me direz-vous peut-être; ce serait bien le meilleur parti; mais les Americains protestent de rejeter toute negociation qui n'aura pas pour base l'indépendance; la France leur alliée s'est engagée publiquement & de la façon la plus solennelle de ne faire aucune paix qui porterait la plus petite atteinte à la liberté des Americains, & sur tout à leur indépendance? (g) Ainsi cette
pre-

(g) Voyez l'Art. II. & l'Art. VIII. du traité d'alliance entre le Roi très chrétien & les états unis. Signé à Paris le 6. Fevrier 1778.

Le but essentiel & direct de la presente alliance defensive est de maintenir efficacement la liberté, la souveraineté, & l'indépendance absolue & illimitée des dits Etats unis tant en matiere de gouvernement que de Commerce. Art. II. aucune des deux parties ne conclura ni paix ni trêve avec la Grande-Bretagne sans en avoir obtenu au préalable le consentement formel de l'autre, & elles s'engagent mutuellement à ne pas mettre bas les armes avant que l'indépendance des Etat-Unis ne soit assurée formellement ou tacitement par,

premiere voie ne nous est pas ouverte : nous sommes assurez de n'être pas écoulez, si nous avons l'imprudence de negocier , avant de reconnaître nous-même cette fatale independance. Il ne nous reste donc qu'un autre moyen , & c'est le seul que vous pouvez nous indiquer : mais prenez garde , il est encore moins heureux que le premier & souverainement plus dange-reux. Volons au secours de l'Angleterre , me direz-vous, comme vous avez fait dans le premier Discours , faisons cause comune avec notre Alliée ; fournissons , notre argent , nos navires , nos hommes , exterminons de concert avec elle les Americains , & faisons sentir notre superiorité aux Francais : notre propre intérêt nos engagements , tout se réunit en faveur de cette vigoureuse demarche. L'expedient serait admirable s'il était sur. L'Amerique livrée à elle-même pourrait peut-être ressentir vivement les coups que nous lui proterions d'un côté , pendant que de l'autre , l'Angleterre l'opprimerait ; nous pourrions esperer de voir mourir en naissant ,

de Traité ou les Traités qui termineront la guerre. Art. VIII. Mais j'ai tort de vous citer les Traités , vous ne paraissiez pas y avoir plus de foi qu'à l'Alcoran ; aussi n'est-ce pas vous que je veux convaincre , mon but est de demontrer au public , que vous n'etes qu'un *phraseur* , & qu'un *declamateur* , n'en deplaise à votre Seignurie.

tant, une Republique rivale, qui commencera
 par être notre concurrente, & qui selon vous,
 finira par nous anéantir. Mais les Colonies ont
 un Allié de la première force, un Allié qui lui
 en procurera bien-tôt un second d'une force à
 peu près égale. Avant de nous déclarer, nous
 devons donc compter avec nous mêmes, nous
 devons mettre dans un bassin de la balance, nos
 forces & celles de la Grande-Bretagne; dans l'au-
 tre bassin, les forces de l'Amerique, celles de la
 France & celles de l'Espagne; la prudence veut,
 que nous restions tranquilles, si le bassin où se-
 ront nos forces, est emporté par celui où seront
 les forces des Americains; la prudence veut
 même que nous ne bougions pas dans le cas d'un
 parfait équilibre; il faudrait donc pour nous de-
 terminer à armer en faveur de l'Angleterre, que
 nous fussions bien assurés de repousser efficace-
 ment les attaques de nos ennemis; or croyez
 vous que réunis avec l'Angleterre, nous serions
 en état de battre les Français, les Americains
 & les Espagnols unis contre nous? Vous n'ose-
 riez soutenir une telle absurdité; donc il n'est
 pas en notre pouvoir de procurer aux Anglais
 la victoire sur les Colonies; donc il n'est pas en
 notre pouvoir de prévenir & de détourner les
 malheurs dont vous nous menacez, si jamais
 l'Amerique devient un état libre & independant;
 donc il est très inutile, il est même cruel de
 nous

nous faire la plus vive peinture des calamités qui pendent sur notre tête, & qui sont prêtes à y fondre. Pourquoi employer dix ou douze pages, pour nous plonger dans le desespoir ? On vous pardonnerait le tableau affligeant que vous nous faites de notre prochaine ruine, si en nous montrant le danger, vous nous indiquiez le moyen de nous y soustraire ; il y a de l'inhumanité d'insulter à un malheureux, & c'est lui insulter, que de lui retracer ses malheurs sans lui donner le plus petit remède, ne fut-ce du moins que pour les adoucir. On reproche aux amis de Job une cruauté marquée à cet égard ; vous nous fairiez soupçonner que vous êtes descendant d'un de ces faux amis. Encore un moment. Mr. , la question est de la plus grande conséquence, elle mérite bien d'être approfondie. Supposons que réunis avec l'Angleterre, l'Amerique succomberait sous nos coups, malgré toutes les forces de ses alliés ; dans cette supposition extraordinaire nous devrions balancer de nous déclarer. Car pendant que nous nous battons avec un avantage décidé, qui nous assurera nos possessions territoriales, qui empêchera les Français d'y porter la dévastation, d'y mettre tout à feu & à sang, qui s'opposera à leurs conquêtes ? N'est-il pas moralement sûr, que pendant que nous prendrions, ou coulerions à fonds quelques vaisseaux, ces ennemis formida-

bles

bles pour la Republique, prendront & pilleront nos villes, ? Nous leur faisons la loi sur mer, & il nous la feront jusques dans nos maisons, nous prendrons des carcasses de vaisseaux, & ils nous prendront nos trésors, ils ruineront notre commerce interieur, & pendant que nos Matélots crieront victoire sur l'Océan, nos soldats à genoux demanderont la vie, ou la perdront infructueusement pour deffendre nos marais & nos sables qui auront déjà d'autres maitres; en un mot la Republique aura des avantages sur le plus perfide de tous les élémens, elle y voguera en triomphe, & les Republicains reduits à la besace, ne marcheront plus qu'en tremblant sur la terre où ils ont pris naissance. Car où sont dumoins nos Alliés, ? Helas si nous en avons, ils sont trop occupés eux mêmes pour penser à nous; & ne le fussent-ils pas, la France en trouverait alors pour leur faire tête. (h) Mais ne

(h) On apprend dans le moment que la paix est conclue en allemagne. Cette paix pourrait donner un puissant Allié à Republique; mais le France par la même en aurait un autre. Alors la scene n'aurait fait que changer de lieu; y gagnerions nous quelque chose? Mais ne levons pas la Toile, déjà tombée dit-on, pour comtempler la plus affreuse de toutes les perspectives; la guerre quitant l'Allemagne, ravageant notre pays: Malheureusement le cas n'est pas impossible, & nous ne sommes que trop accoutumés à payer les caprices de nos voisins.

ne frémissez - vous pas comme moi , au seul nom de guerre ? Quoi la guerre dont notre pays devrait être le Theatre ! Depuis l'époque de notre liberté , y avons - nous jamais rien gagné , n'en avons - nous pas toujours payé les fraix ? Dans les guerres même où en payant de deux mains , on nous a permis d'être neutres , à quel prix n'avons nous pas acheté cette neutralité ! Voyez Mr. si vous nous donnez un bon conseil dans votre premier Discours , en nous exhortant à remplir des engagements que selon vous , nous avons avec l'Angleterre. *Armons , nous disiez - vous , mais que ce soit pour offrir la paix , ou la faire accepter.* Que ce cri de guerre est imprudent , qu'il est peu digne d'un bon *Hollandais* ! Vous avez fait semblant d'en sentir tout le danger dans ce second discours , vous ne préchez que la neutralité : plus réservé aujourd'hui , vous faites semblant d'adopter le seul sentiment , qu'il soit raisonnable d'adopter , celui de la neutralité ; mais malheureusement vous vous trahissez vous même. Vous avez cru que votre ouvrage devait porter le caractère d'une profonde érudition , en conséquence vous l'avez surchargé de Notes : il en est une qui détruit tout ce que vous avez dit dans le texte en faveur de la neutralité. Je vais la copier ; elle est curieuse : mais je vous avertis que c'est

B pour

pour prouver que dans le coeur vous n'êtes gueres porté pour la neutralité.

„ Figurez - vous un pauvre agneau retenu auprès de deux
 „ loups affamés, qui se regardent de travers, se menacent
 „ & s'attaquent : il prefererait sans doute que sans se battre
 „ ils continuassent à se craindre l'un l'autre : ce serait son
 „ salut. Mais ils n'ecoutent rien ; les voila qui se déchirent
 „ à belles dents : déjà la victoire penche d'un coté : que
 „ fera l'agneau, s'il peut faire quelque chose ? lui conseille-
 „ rez - vous d'aider le plus fort affin de gagner son amitié ?
 „ l'amitié d'un loup affamé envers un agneau ! affin
 „ d'avoir des droits à la reconnaissance ? des droits,
 „ de la reconnaissance chez un loup qui a étranglé son
 „ frere ! je suis mangé, dirat-il s'il y a un vainqueur, & il
 „ aidera le foible. Le combat redevenu plus égal se
 „ soutiendra encore, mais enfin on se lasse, les champions
 „ extenués, écorchés, éreintés, feront une trêve qu'on
 „ nommera paix, & l'agneau mal-traité, mais content
 „ d'avoir sauvé sa chair, aux depens de ses oreilles & de
 „ sa toison pourra encore quelque jour, brouter tran-
 „ quillement son herbe. . . NB. je ne fais point ici de
 „ comparaison, je demande seulement s'il est vrai que de
 „ tout tems le plus fort s'est fait Loup ? (g)

L'Allegorie est plaisante, mais elle n'a pas l'ombre du bon sens. Elle prouve seulement que le plus faible représenté par *l'agnau* doit se ranger du parti du moins fort contre le plus fort. C'est-à-dire que la République, sous l'embleme honorable de l'agneau, doit prendre le parti de l'Angleterre, contre la France sous l'embleme des

des deux Loups. Donc, ou votre allegorie ne signifie rien, ou nous devons nous departir de la neutralité: donc où vous ne sâvez ce que vous dites, ou vous avez voulu faire une *comparaison*. Mais annalisons un peu cette belle idée d'un agneau entre deux Loups. Voyons s'il est naturel qu'il leur échape en se declarant n'importe pour lequel. Vous demandez *que fera l'agneau s'il peut faire quelque chose, pendant que ses deux ennemis s'en déchireront à belles dents?* Eh Mr. n'est-il pas naturel que la pauvre petite bête s'échape, & qu'elle s'enfuie à toutes jambes pendant qu'on lui en donne le tems? *je suis mangé* dirat-il si je reste ici plus longtemps, allons fuyons, allons brouter ailleurs & ne reparaissons jamais dans ce funeste lieu. Un agneau devenu l'Allié d'un loup, & se battre avec ce perfide ami contre un autre loup! l'espectable ferait nouveau; & dites-moi Mr. depuis quand l'agneau est-il devenu méchant, & hardi, depuis quand at-il appris à se battre avec avantage contre un gros loup, de façon à retablir un combat qui était sur le point de finir? Mais supposons cette absurdité comme une probabilité, supposons que ce petit agneau, qui de sa nature n'est pas mal-faisant, ait aidé à battre le gros loup au point, qu'il le porte à faire la paix avec le loup le plus faible, je pretends qu'il serait très dangereux pour ce pauvre petit

innocent d'assister à la signature des préliminaires de cette paix. Car après lui en avoir coté *les oreilles & sa toison* dans le combat, il lui en couterait sa chair après l'affaire : les deux loups devenus amis, ne manqueraient pas de faire les jouissances de cette paix par un festin dont le premier plat serait le corps de l'agneau qu'ils partageraient en bons frères reconciliés. L'agneau est une bête, Mr.; mais celui que vous introduisez sur la scène est mille fois bête : vous lui refusez même l'instinct qui caractérise ses frères, la timidité : si du moins à la place de l'agneau vous eussiez fait paraître, un chien, n'eût-ce été qu'un petit chien de Manchon, l'allégorie quoique déplacée, aurait été moins absurde, il y aurait eu un peu plus de vraisemblance : du moins un chien peut mordre & égratigner, il peut faire quelque mal, il peut épouvanter en aboyant ; mais un agneau se rendre redoutable à un *gros Loup* ! je vous abandonne à vos propres réflexions ; mais sachez qu'au tems où les Bêtes raisonnaient & parlaient, elles n'étaient pas si bêtes que celles que vous faites raisonner & parler ; ou si vous voulez, que celles qui raisonnent par vous, & qui parlent par votre bouche.

Il reste donc prouvé que nous devons attendre avec patience l'issue de cette guerre, que nous devons nous éloigner des coups autant qu'il dépendra de nous & que si nous sommes accablés

par

par les malheurs dont vous nous menacez, nous ne devons nous en prendre qu'à la vicissitude des choses humaines, à la révolution periodique des Empires, & sur tout à la fatalité des Républiques. Elles s'elevent rapidement, fleurissent pendant quelque siecle, ne font que vegeter pendant un tems considerable, & périssent enfin insensiblement & sans éclat. Rome cette maîtresse impérieuse de l'Univers, Rome a péri; on se souvient encore qu'elle a existé, mais c'est tout.

Cependant je ne pense pas que notre ruine soit si prochaine, ni que le coup fatal parte du coté que vous nous indiquez. Je suppose les Americains en paix avec tout le monde, même avec les Anglais; je les considere dans les premieres trente années, qui suivront l'époque de leur liberté & ensuite dans tout le tems de leur gloire, de leur grandeur & de leur prosperité. Je soutiens que dans ces deux circonstances, il est des moyens efficaces pour les empêcher de nous engloutir sous les eaux, en nous otant le seul moyen d'y survivre, c'est-à-dire en ruinant totalement notre Commerce.

1°. Dans les premieres années de leur renaissance, vous avouerez sans peine qu'ils seront hors d'état de nous faire du mal. Ce ne serait pas leur affaire de chercher à se faire des ennemis si à bonne heure. Ils auront besoin d'une

tranquillité parfaite pendant plusieurs années : ils devront même courtoiser les Nations Européennes, leur ouvrir leurs Ports & les engager par toute sorte de bons traitemens à venir chercher leurs productions & à leur porter ce dont ils manquent chez eux ; car quoique vous en disiez Mr., ils manquent & manqueront très longtems de bien de choses qu'ils devront recevoir de l'Europe ; si cela n'était pas ainsi, leur commerce ne ferait rien ; l'avantage du commerce se trouve dans le profit qui se fait sur le frêt, sur les échanges, & non sur la vente absolue des denrées. Vous conviendrez donc sans peine que dans les premières années qui suivront l'indépendance Américaine, notre Commerce s'étendra, fleurira & nous donnera des avantages bien supérieurs à ceux dont nous avons joui pendant la servitude des Colons Américains. Le Commerce exclusif que les Anglais ont fait si longtems avec leurs Colonies, devenu ouvert pour tout le monde, ne se concentrera plus en Angleterre, ou du moins, les Anglais ne seront plus les maîtres de fixer le prix des denrées qu'ils tiraient des établissemens du nouveau monde ; tout au plus, ils seront en concurrence avec nous ; mais cette concurrence, ni celle de France, ni celle de l'Espagne, ni celle enfin d'aucune autre Nation ne pourra nous nuire. Nous pourrons toujours, comme nous avons fait jusqu'à présent,

sont, nous pourrions dis-je, faire un Commerce plus lucratif que tous nos concurrents; pourquoi? parceque personne ne navigue à si peu de frais que nous: notre économie est à cet égard beaucoup supérieure à celle des autres nations. Cette parcimonie qu'on nous reproche augmente de beaucoup nos profits; & lorsqu'un Armateur Français gagne 5. pr. Ct. toutes choses supposées égales, un Armateur Hollandais gagne 7. pr. Ct.; ainsi faisant marcher d'un pas égal le Commerce de l'Amerique septentrionale, avec le Commerce de la Battique, quel vaste champ ne s'ouvre pas à notre Marine marchande; & foyez assuré Mr. que nos Negotians trouveront bien le moyen, comme ils l'ont trouvé jusqu'à present, de s'affurer la superiorité sur tous leurs antagonistes. Mais me direz-vous, vous ne consultez ici que l'intérêt du moment & ce n'est pas ce qui doit fixer l'attention d'un patriote prudent & zélé pour la gloire de la patrie. Je vais vous répondre, mais ma réponse sera courte.

2°. Si je considere les Americains dans le point le plus haut de leur gloire, & en état de faire les plus grandes entreprises, je ne crois pas que même dans ce cas, ils portent le coup mortel à notre République. Quelle que soit l'étendue de leurs côtes, quelle que soit leur population, quels en un mot que soient leurs

avantages du côté de la navigation ; ils ne pour-
 ront jamais se passer des Européens pour faire
 leur commerce : il faudrait pour cela que nous ne
 pussions absolument nous passer des productions
 de leur pays , & qu'ils peussent sans gêne se passer
 des productions du notre , ce qui , ne vous en
 déplaise , est absurde. Eussent ils la faculté mê-
 me de faire produire à leur pays tout ce dont
 ils auront besoin , soit en denrées de première
 nécessité , soit en effets de luxe , de commodité ,
 ou de pur agrément , leur intérêt , ou du moins
 l'intérêt de leur commerce exigerait qu'ils s'inter-
 disissent ce Commerce intérieur , au moins par ra-
 port à certains objets de commodité ou de luxe ;
 parceque n'ayant rien à échanger avec nous , il
 ne pourraient faire qu'un commerce très lan-
 guissant , & qui ne saurait se soutenir long-
 tems. Ainsi il est raisonnable de supposer que
 toujours les Américains , auront besoin des
 importations de l'Europe , pour pouvoir faire
 avec quelque succès les exportations de l'Ame-
 rique. Dans cette supposition , il faudra faire des
 traités de commerce ; non seulement il faudra
 les faire , mais il faudra y être fidelle ; or des-
 que les Américains devront de force , faire
 des traités de commerce , nous pouvons les
 faire avec des avantages reciproques & de
 façon à nous lier les uns & les autres par l'in-
 térêt le plus pressant. La France a laissé la
 porte

porte ouverte à tout le monde pour se lier d'intérêt avec les Américains ; ne l'eut-elle pas fait , elle y aurait été bien contrainte ; ainsi imitons l'exemple de cette Puissance ; ouvrons nous le chemin aux ports de l'Amérique septentrionale , portons y le superflu des denrées des autres peuples de l'Europe , & ne pouvant pas y en porter des nôtres , allons leur offrir les produits de nos Manufactures , revenons chargés de Sucre , de Tabac , d'Indigo &c. & après avoir fourni de ces objets notre propre pays , portons le résidu aux Peuples du nord de l'Europe , qui auront toujours besoin de nous. Devons-nous suivre l'exemple de la France des aujourd'hui ? je conviens avec vous que peut-être cette démarche serait très dangereuse , parcequ'elle nous engagerait à soutenir la guerre contre l'Angleterre ; & toute guerre pour nous , est ruineuse de sa nature. Je conviens que nous devons attendre que l'Angleterre ait reconnu l'indépendance d'une façon ou d'autre. En un mot , lorsque cette guerre se terminera , tachons d'entrer pour notre part dans le traité général de paix qui se fera pour finir un différent de cette conséquence. Assurons-nous pour toujours , notre part du commerce de l'Amérique , par des traités de garantie respectifs avec les autres Puissances de l'Europe. Cherchons à former une ligue Européenne , pour empêcher

pêcher que jamais les Americains devenus puissants, ne nous excluent de leur commerce, ou comme vous dites, *du commerce général de l'univers*: car selon vous, il viendra un tems où toutes les Puissances du vieux monde seront forcées de rester dans une inactivité absolue relativement au commerce; quoique cette prétension soit extravagante, en la supposant probable, il importe, à la France, à l'Angleterre, à l'Espagne, au Portugal, à la Suede, au Danemarck, & à la Russie, de se liguier ensemble, pour que jamais l'Amerique septentrionale ne fasse la loi à l'Europe. Voudriez-vous encore, que de telles précautions fussent infructueuses? alors je vous abandonne vous & vos paradoxes & je vous cite au tribunal de la raison, pour y etre jugé comme n'en ayant pas la plus petite lueur. Je le repete, jamais les Americains n'apprendront à *se passer de l'Europe*. Ils auront si vous voulez *des Perruquiers, des Cuisiniers, des étoffes &c.* (h) ils en auront audela de leurs besoins, & avec cela ils seront forcés, de nous laisser faire notre part du Commerce général: plus leur industrie *se rependra*, plus ils nous offriront des objets de Commerce, & plus nous aurons occasion de nous enrichir: seulement

(h) P. 72

lement ne soyons pas les derniers à traiter avec eux , ou du moins les derniers à prendre nos mesures, ne courons pas le risque de ces negligens, ou de ces paresseux , pour les quels on dit , *tarde venientibus ossa* ; mais en voila assez sur cet Article ; il eut suffi d'avoir montré que vous exagérez tout , que votre prévoyance sur l'avenir , n'est propre qu'à intimider le peuple qui se laisse éblouir par des grands mots quoique vuides de sens.

Je ne discuterai pas ici , la possibilité d'un soulèvement général dans les autres Colonies de l'Amerique meridionale ou des Iles placées entre les deux Ameriques. Il pourrait se faire que *l'espectacle de la Liberté* , & les puissants secours des Americains libres , les portassent un jour à chercher à secouer le joug de la dependance. L'Europe y gagnerait-elle ? L'Europe y perdrait elle ? je ne me sens pas assez de lumieres pour decider cette grande question. J'observe seulement que les grandes revolutions ne semblent faites que pour certains peuples ; les Anglais par exemple. Le caractere des Francais , celui des Espagnols sur tout , ne parait nullement analogue à des entreprises si delicates. On loue, ou l'on insulte la fidelité des premiers à leurs Souverains & il n'est pas d'exemple depuis plus de mille ans, que les Francais aient cherché à secouer le joug de l'obeissance qu'ils doivent à leur
legi-

legitime Monarque. Les Espagnols & sur tout ceux du nouveau monde, sont des sujets passifs, dont l'indolence & la paresse sont au plus haut point. Contents de jouir gravement de leur oppulence dans leurs plantations, les Espagnols aiment trop le repos pour se laisser persuader de s'exposer à se le voir ravir pour plusieurs années; car une revolution dans l'Amerique Espagnolle ne saurait être l'affaire d'un moment. Dailleurs des hommes habitués au Gouvernement Monarchique, ne prennent pas si vite la teinte de zélés Republicains. Pourrait-on esperer un consentement unanime, un concert parfait dans tout les Colons du Mexique, du Perou, &c. &c.? cet espoir serait chimerique; fut-il fondé, le complot ne pourrait s'excuter avant qu'on en fut informé en Europe, & cela suffirait pour le faire manquer. Raisonner des Americains meridionaux, comme des Americains septentrionaux, se ferait mal connaitre le génie des uns & des autres. *Mais il ne sagit ici que de nous & de nos intérêts*; or en les consultant nous devrions peut-être souhaiter que toute l'Amerique fut partagée en trois ou quatre grandes Républiques; & que les ports des côtes meridionales, comme ceux des côtes septentrionales fussent ouverts pour nous, Dussions-nous même, perdre dans cette revolution nos possessions dans le nouveau monde. Oui Mr. je conviens avec vous

vous que certaines Puissances, la France entre autres, prévoient bien la consequence de leurs démarches; mais je ne saurais avouer que le seul plaisir & l'avantage d'abaisser une rivale & de lui nuire, leur a paru plus intéressant que toute autre consideration, & qu'elles ont bien voulu y sacrifier un intérêt à venir (i). De bonne foi le pensez-vous, comme vous le dites? ou plus tôt ne rougissez-vous pas de l'avoir dit? une Nation se conduit-elle comme un simple particulier pourrait faire? est-ce rendre justice au Ministère Français, que de le faire agir par pur caprice dans une affaire d'un si grande consequence. J'avoue que la France est bien aise que sa Rivale lui ait donné par son imprudence, l'occasion d'humilier son orgueil & de se relever glorieusement de la honte que le dernier Traité de paix avait imprimé sur son front, mais il n'y a que vous d'assez osé, pour dire que la France prévoyant qu'elle fera un jour la victime de sa démarche, passe par dessus toute consideration de felicité publique pour n'écouter que sa vengeance, son ressentiment & sa jalousie. Il peut se faire absolument qu'elle sera la victime de la protection qu'elle accorde aux Americains, il peut se faire qu'elle aura lieu de s'en repentir; ce ne serait pas les premiers ingrats Républicains qu'elle aurait fait; mais dire
que

(i) P. II.

que des à présent elle peut le prévoir, ou même qu'elle le prévoit, c'est dire la plus grande impertinance. Ajouter note B. p. 12. que le *Gouvernement Francais est trop éclairé, trop bon politique*; c'est se contredire: car il est contraire à la bonne politique de prévoir des grands maux nationaux & de les provoquer; de voir dans un lointain, quoique éloigné, la honte, & le malheur de la Nation, & loin d'y remédier, de s'y précipiter au devant. Mais se font des raisonnemens qui sont à vous seul. Lorsqu'on vous en fait voir le ridicule vous croyez vous tirer d'embarras en nous disant, avant de critiquer & réfuter, tachez d'abord de comprendre &c. &c. (k) ressource usée que tout le monde appretie ce qu'elle vaut. Le Gouvernement Francais, prévoit la conséquence de ses démarches, mais par plaisir &c. il veut bien sacrifier un intérêt à venir. p. 21. Le gouvernement Francais est trop éclairé, trop bon politique. p. 12. dans la note. Ces deux propositions sont de vous mot à mot, elles ont évidemment le même objet; je vous demande si elles sont conséquentes? N'allez pas dire encore que je brouille, que je déplace. La p. 11. & la p. 12. se touchent.

Je me permettrai encore quelques réflexions
sur

(k) P. 52.

sur ce sujet. Je les donne pour ce qu'elles valent, & n'ai nullement la vanité de vouloir les donner comme des Oracles. Le ton décisif dans une matière de cette conséquence ne convient ni à vous, ni à moi.

Des personnes de bon sens, & même en très grand nombre, disent tous les jours, qu'il viendra un tems, où l'Amerique secouant le joug de l'Europe, lui fera la loi après l'en avoir reçue. D'autres disent que l'Amerique Septentrionale subjuguera l'Amerique meridionale, & que par là elle s'ouvrira la route à la domination sur l'Europe. Vous insinuez vous même ce dernier sentiment lorsque vous dites. „ Ce „ peuple (les Americains) placé sous des paral- „ leles & dans des climats semblables à ceux „ qui donnerent autre fois des maitres au midi „ de l'Europe, trouvant chez lui de quoi satisfaire ses besoins & augmenter sa force, cher- „ chera chez ses voisins les richesses & les jouis- „ sances qui lui manquent.... l'intérêt de l'Ame- „ rique independante fera d'étendre sa domina- „ tion, soit par un Commerce libre & dans „ lequel les Européens n'aient aucun avanta- „ ge, soit par des conquêtes. Qu'opposerons- „ nous à une Puissance si éloignée de nos coups „ que proche des lieux qu'elle voudra fraper? „ &c. &c. (1)

„ En

(1) P. 10.

„ En effet, l'issue de la contestation presen-
 „ te ne décidera pas seulement si les colonies
 „ Anglaïses seront libres, mais si l'Amerique
 „ restera sous la dependance de l'Europe. (m)
 „ Tout ce que je dis de l'indpendance de l'Ame-
 „ rique &c, ne regarde que les tems qui sont
 „ proche de nous : j'admets que ces peuples
 „ doivent tôt ou tard secouer notre joug. &c.
 &c. note. C. p. 13.

Je ne trouve la chose ni si facile, ni si probable que vous nous la donnez avec bien d'autres Politiques modernes. L'Amerique ne peut devenir independante de l'Europe que par deux moyens: le premier ferait que les Americains septentrionaux & independans entreprissent de rendre libres les Americains meridionaux en les aydant à secouer le joug de leurs Souverains respectifs, & que par une générosité digne des grandes ames, ils voulussent faire un nouveau monde de freres rachetés; ou plustot de-
 livrés de la servitude. Le second moyen ferait qu'aulieu de briser des fers, les Americains, ne fissent qu'en substituer des nouveaux; je veux dire qu'ils conquissent l'autre moitié de leur Hemisphere. Je ne dispute pas la possibilité absolue de la Liberté de l'Amerique meri-
 dio-

(m) P. 13.

dionale, ou celle de la nouvelle captivité, mais je dis que l'un & l'autre de ces événements sont dans l'ordre des simples possibilités, & que de les prédire comme devant avoir lieu un jour, c'est les prédire contre toutes les apparences.

1°. Il n'y a nulle apparence, malgré tous vos détails pompeux à ce sujet, il n'y a nulle apparence que jamais les Etats-unis travaillent à la liberté des Colons méridionaux. S'ils y visaient, s'ils l'entreprenaient, ils trouveraient dans les Sujets même qu'ils voudraient rendre heureux, des obstacles pres qu'insurmontables. Je l'ai dit plus haut : les Espagnols, les Portugais & les Français ne sont point faits pour ces grands changements qui bouleversent la forme des constitutions. Accoutumés au joug depuis tant de siècles, ils ne pensent seulement pas à sa pesanteur, l'idée de le secouer au prix de leur tranquillité, de leur bien être, de leur vie même les effrayerait; car enfin cette révolution ne se ferait pas du matin au soir, & certainement avant qu'elle fut conduite à une heureuse fin, nous en saurions quelque chose de ce côté de la mer; je pense que vous vous trompez lorsque vous dites, avec votre enthousiasme ordinaire, *quelles flottes, quelles armées nous rassureront contre les entreprises qu'elle pourra former & exécuter avant même que nous en ayons la nouvelle?* (n) Mais
sup-

supposons que les Espagnols , car c'est d'eux principalement qu'il s'agit, supposons que les Espagnols voulussent devenir libres & independants, supposons que toutes les forces de l'Espagne ne fussent pas capables de s'opposer efficacement à la revolution; serait-il bien de l'intérêt des Colons ci-devant Anglais, de favoriser cette revolution? Je pense que non, & je me fonde sur ce qu'il n'est pas de l'intérêt d'une République, d'avoir pour voisine, une autre République, qui bientôt se rendrait formidable par ses richesses immenses, par sa population, & par tout ce qui rend un Etat riche & opulent; qui pourrait contrebalancer au moins les forces de celle qui aurait été sa Fondatrice, qui pourrait se passer d'elle pour fournir à ses besoins de toute espece & qui dans toute occasion pourrait se faire craindre. Ajoutons encore qu'il trouverait dans ses possessions plus d'Or qu'il n'en faudrait pour acheter sa Rivalle, & peut-etre pour lui redonner des fers. Les mines du Perou, du Chili, & du Mexique ne sont pas épuisées; elles renferment encore des trésors qui fouillés & ménagés par des Républicains, feraient bien d'une autre conséquence qu'ils ne sont aujourd'hui. Enfin je pense qu'il sera toujours infiniment plus avantageux pour la République Americaine, de commercer avec les Espagnols sujets du Roi d'Espagne, qu'avec les Espagnols independans. Tant

que

que Rome & Carthage balancerent leurs forces, elles furent rivales & continuellement en guerre; cette égalité de puissance, les rendit implacables ennemies l'une de l'autre, jusqu'à ce qu'enfin l'une tomba tout à fait, & l'autre ne se maintint encore quelque tems, que pour travailler à sa ruine & préparer sa chute. Athènes & Sparte fournissent une nouvelle preuve de cette vérité; toujours jalouses l'une de l'autre, même lorsqu'elles se réunissaient contre l'ennemi commun, ces deux Républiques furent l'instrument reciproque de leur perte; & on peut dire que leur rivalité forgea les fers qu'elles reçurent dans la suite, autant que l'esprit de conquête qui dominait la première. Toutes les petites Républiques de l'Italie & de l'Île de Sicile éprouverent le même sort: Tarente, Siracuse &c. succomberent les unes après les autres, autant par l'envie qu'elles se portaient, que par les divisions intestines qui les soulevèrent enfin aux Romains. Ainsi supposer le grand Continent de l'Amerique divisé en deux ou trois grandes Républiques, c'est déjà supposer le nouveau Monde prêt à rentrer dans la dépendance du vieux Continent.

2°. Il est encore moins probable que les Colons Americains prétendent jamais à la conquête de l'Amerique meridionale. Dabord cette conquête ne parait pas aisée, elle parait au contraire presque impossible. Il est vrai que les peuples

du Nord ont autres fois fait la loi à ceux du Midi; mais dans quel état étaient les peuples du Midi lorsque ceux Nord leur ont donné des fers? Lorsque les Danois, les Goths, les Saxons &c. ont porté la dévastation dans les Gaules & dans tout le midi de l'Europe, ces contrées étaient divisées en un infinité de petites Souverainetés dont les Seigneurs étaient presque toujours armés les uns contre les autres, ou bien ces contrées étaient déjà soumises à l'empire de Rome qui, par la vaste étendue de ses dominations, ne pouvait porter du secours par tout. Ces Pays étaient ouverts de toutes pars & il n'y avait point de digue pour arrêter le débordement des Barbares, qui comme des nuées d'oiseaux de proie, fondaient rapidement sur des peuples hors d'état de leur résister, parce qu'ils manquaient de tout pour repousser des coups qui les accablaient, avant même d'en avoir été menacés. En un mot les Normands, ne trouvaient dans leur chemin, ni villes fortifiées, à assiéger, ni ports de mer à bloquer, ni peuples assez courageux pour défendre leurs foyers & leurs propriétés. Je voudrais qu'on me dit si aujourd'hui la conquête du Midi de l'Europe serait aussi facile aux peuples du Nord, qu'elle le fut autres fois. Oserait-on dire qu'aujourd'hui l'Amerique méridionale est par rapport à l'Amerique septentrionale, ce qu'était le Midi de l'Europe par rapport au Nord de l'Europe? Quel est
l'ig.

Ignorant qui oserait soutenir une telle absurdité? Les armées des Etats-unis quelques nombreuses qu'elles fussent, trouveraient d'autres armées aussi nombreuses, & leurs flottes auraient à faire à des flottes à peu près égales: du moins les Américains trouveraient des peuples préparés à la défense & disposés à disputer la victoire. Car il faut supposer que la France, l'Espagne & le Portugal ferraient cause commune, puisque le même danger qui menacerait l'une de ces trois Puissances, menacerait l'autre. Les Généraux de la République Américaine seraient arrêtés presque à chaque pas par les difficultés qu'il rencontreraient dans leur marche. Leurs Amiraux trouveraient dans le Golfe du Mexique des obstacles d'une nature à les intimider: la côte Septentrionale de l'Amérique meridionale, est aujourd'hui très bien fortifiée & les Espagnols à qui elle appartient dans sa plus grande étendue, ne la laisserait certainement pas sans défense en cas d'invasion de la part de la nouvelle République. Tenter la conquête par terre, serait un de ces projets teméraires qui ruinerait enfin ceux qui voudraient le réaliser. Il faudrait dans ce cas commencer la conquête par l'immense pays du nouveau Mexique, pays qui n'est pas trop bien connu, & qui ne pourrait gueres fournir à la subsistance d'une armée nombreuse qui serait obligée de le traverser lentement: pays habité en-
core

core aujourd'hui en grande partie, par ses anciens maîtres & qu'il faudrait commencer, par gagner, ou reduire. Du Nouveau Mexique il faudrait entrer dans la Nouvelle Espagne, pays immense, riche, fertile, bien peuplé & habité par un peuple fier & orgueilleux de son ancienne origine. Mais que d'obstacles dans la marche, ! chemins impraticables, Forêts épaisses, Montagnes d'une hauteur & d'une étendue considérable : voila peut-être les plus petites difficultés qu'il faudrait surmonter avant que d'arriver, aux frontières du Perou ; arrivez là, les Américains n'aurait par encore fait le quart du chemin qu'ils devraient faire pour achever leur conquête ; ne visassent-ils même qu'à conquérir les côtes, & à abandonner l'intérieur du pays. Les Américains ne devront leur indépendance qu'à l'avantage qu'ils ont de se défendre chez eux, & au desavantage qu'ont les Anglais de devoir conquérir un pays si vaste, si bien peuplé, qui offre des difficultés insurmontables à la marche, & aux opérations des Armées Britanniques. Ce qui prouve qu'on est toujours bien fort, pour se défendre chez soi, même contre un ennemi plus fort, lors qu'on habite un pays d'une vaste étendue & qui a des bonnes barrières. Or les Colons méridionaux seraient par rapport aux Colons du Nord, précisément ce que ceux-ci sont par rapport à leurs ci-devant Co-Sujets, c'est-à-dire

à-dire que ceux-ci tiennent tête à leurs ennemis, parce qu'ils défendent leurs foyers & leur propriété; les Colons méridionaux auraient encore l'avantage d'être puissamment secourus par leur Souverain, si intéressé à les retenir sous son obéissance, pendant que les Colons septentrionaux ont été livrés à eux même & n'ont reçu du secours, qu'au moment peut-être, où ils pouvaient le mieux s'en passer.

Je fais que l'esprit de domination, & la fureur de s'agrandir regne dans le coeur de tous les Souverains; mais je fais aussi, & j'en appelle l'histoire à témoin, que tous les Souverains qui s'y sont livrés sans retenue, ont delors ourdi eux-mêmes la toile de leurs calamités, & du desastre de leurs peuples: qu'ils ont préparé leur honte, & non leur gloire, & qu'enfin leur prospérité passagère n'a abouti qu'à perpétuer le souvenir de leur fausse politique. Ceci est particulièrement vrai par rapport aux Républiques: je ne citerai pas d'exemple, ce serait supposer dans mes Lecteurs une ignorance crasse; ce serait leur faire injure. Je dirai seulement, que si jamais la République du nouveau Monde vient à se dissoudre, que ce sera principalement parceque même déjà, elle possède une trop grande étendue de pays. Si l'on réfléchit à la grandeur des trois Provinces unies, on conviendra avec moi, qu'il est à

craindre que les jambes du Colosse ne plient sous la pesanteur du corps. Oui je le pense, c'est là la seule ressource qui reste aux Anglais pour redevenir un jour maîtres d'une partie du grand Continent qu'ils perdent aujourd'hui, autant par leur présomption, que par leurs prétensions injustes; car si ce grand arbre tombe un jour, on doit prévoir que chacun tachera d'en emporter le plus de branches qu'il pourra.

Enfin pour démontrer qu'il n'est nullement de l'intérêt des Républiques de chercher à trop s'étendre, je remarque, que Genes & Venise, ne subsistent encore, dans un état quelconque, que parcequ'elles se tiennent tranquilles & ne cherchent pas à étendre leur territoire au delà des bornes qu'on leur a assigné. Notre République même, puis-je le dire! Oui notre République ne s'est soutenue, & ne subsiste, que parcequ'elle n'a pas entrepris la conquête des pays bas qui sont restés soumis à la maison d'Autriche. Du moment qu'elle eut cherché à s'agrandir de ce côté-là, du moment même qu'elle eut voulu faire goûter le plaisir de la Liberté à ses frères, les Flamans, dès ce moment elle aurait travaillé à sa chute & déjà elle ne ferait plus. On doit convenir ce me semble qu'un peuple tel que les Américains & nous, c'est à dire qu'un peuple qui doit faire son objet principal du commerce, on doit convenir dis-je que

que ce peuple doit éviter avec soin tout ce qui peut l'entraîner dans des disputes qui ne Metaient se terminer que par la guerre. C'est - à dire qu'un peuple commerçant ne doit jamais s'il est possible, faire la guerre. Il perd plus dans deux ans de guerre , qu'il ne gagne dans dix ans de paix. Eh ! la conquête de l'Amerique méridionale ne demanderait - elle que deux ans de guerre ?

Mais ce n'est pas précisément de quoi il s'agit ici : attendons que le tems amène cette grande Révolution , qu'on peut dire hardiment n'être pas si près de nous qu'on veut nous le faire croire.

„ Enfin cette guerre peut avoir une grande
„ influence, sur l'Equilibre des Etas de l'Euro-
„ pe & particulièrement des Puissances mari-
„ times (o).

Je conviens du fait ; cette guerre rétablira infalliblement cet Equilibre que la Puissance Anglaise avait détruit tout en sa faveur : elle donnera à la grande - Bretagne une rivale en état de contrebalancer ses forces maritimes & de mortifier son orgueil, elle Meta que l'empire de la mer se divisera & que les Nations qui y ont des justes prétentions, j'ouiront de la part qui
re

leur revient naturellement : à la vérité l'Angleterre fera forcée de reconnaître des Puissances co-partageantes , mais l'Angleterre retiendra toujours une très bonne part de cet Empire. La navigation & le commerce , lui sont aussi naturels qu'à nous même , & elle a l'avantage sur nous , de trouver dans son île des ressources que nous ne saurions trouver chez nous. Dailleurs que l'empire des mers soit entre les mains des Français , ou entre les mains des Anglais , la chose nous est assez indifferente ; en supposant que l'une ou l'autre de ces deux Nations , doivent gêner notre Commerce & le circoncrire dans des limites très étroites. Jamais les premiers ne gêneront notre commerce , au point que les derniers l'ont gêné. Jamais nous ne pouvons faire des traités de Commerce plus désavantageux avec la France , que ceux que l'Angleterre nous a forcés de faire avec elle. Au pis aller , nous ne pouvons risquer que de changer de maître sur mer , & celui que nous aurions ne saurait être plus impérieux & plus arrogant que celui que nous avons eu jusqu'à présent. Nous voyons la grande - Bretagne lutter encore contre une Puissance qui la menace de la réduire à la classe qui lui convient , nous la voyons faire les plus grands efforts pour se soutenir ; & malgré cela nous la voyons nous commander fièrement , faire des entreprises sur nos navires ,
les

les prendre , en retenir les carguaifons , & enfin nous traiter comme elle traiterait les Irlandais : nous la voyons insulter les pavillons du Nord : Suedois & Danois , elle prétend avoir le droit de les citer à fon tribunal , de leur deffendre , ou de leur permettre la navigation. Que fera-t-elle , fi victorieufe de fes ennemis , nous fommes forcés de refter fous fa dépendance ? Vous en craignez vous-même les confequences pour nous , lorsque vous nous dites. „ En fuite „ fi la fortune donnait à la grande Bretagne „ de tels avantages fur fes ennemis quelle peut „ s'arroger l'Empire des mers , il me paraît „ que nous devrions nous y oppofer , fut-ce „ même en foutenant ouvertement la France. (p) Dans cette conteftation il n'eft queftion Mr. que d'enlever l'empire des mers à la grande Bretagne ; ainfi nous n'allons pas même fi loin que vous voudriez que nous fuflions , puisque nous ne nous déclarons pas ouvertement pour la France , & que fidèlement attachés à nos traités d'alliance avec l'Angleterre , nous ne nous plaignons que de ce qu'elle eft la première à les enfreindre vis à vis de nous. Mais vous avez beau faire vous ne cacherez jamais votre partialité,

(p) P. 16. & 17.

lité; car même dans ce que vous dites pour tromper les fots & les imbecilles, vous vous décelez ouvertement: on ne peut se méprendre sur votre façon de penser, s'il est vrai que dans votre discours vous expliquez naïvement votre pensée.

Je passe à la discussion d'une de vos assertions dont la fausseté n'est pas difficile à démontrer. *Je vois votre étonnement Mr.; le dépit va vous donner de l'humeur, j'en suis fâché, mais pourquoi vous exposez-vous? Vous prétendez (q) qu'il ne s'agit pas de notre Commerce dans l'affaire des munitions navales; vous assurez que dans tout cela nous ne sommes que les Commissaires des Français, ou que leurs Comettans; enfin selon vous, nous ne sommes actuellement & n'avons été depuis le commencement que les prête-noms, dans tout ce Commerce.* Je réponds à tout cet étalage d'erudition sur le Commerce, 1^o. que vous en imposez au public & qu'il très faux que nos Negocians ne soient que les simples Agens des Français, ou de leurs *Commettans dans le Nord*. Il peut être vrai que deux Negocians Français ont fait des achats particuliers & pour leur compte, il peut être vrai que ces deux Negocians ont tiré sur un

(q) P. 17, 18, 91, 20, 21 & 22.

un Comptoir d'Amsterdam pour payer les *Bois*, *Cordages*, &c. qu'ils avaient acheté; mais il est faux que nous ayons été tous exclus de ce Commerce. Non Mr. ce Commerce *est le notre* pour la plus grande partie; c'est nous qui avons fait acheter pour notre compte, c'est nous qui avons payé avec notre propre argent, & c'est notre Commerce, non celui des Français que les Anglais troublent. J'ignore ou vous avez fait cette belle découverte: mais soyez assuré qu'on vous a mal informé, si toutes fois, ce n'est pas votre génie fécond en expédients, qui vous a suggéré celui-ci pour colorer les entreprises d'une Nation inexcusable à ce sujet. Si l'on vous demandait sur quelle autorité vous avancez ce fait faux & controuvé, peut-être seriez vous aussi embarrassé, que le fut Mr. de Pinto, il y a deux ans, lorsqu'on lui demanda où il avait lu que la grande-Bretagne avait offert aux Colonies, d'admettre des Représentants pour chacune d'elles au Parlement Britannique. Cet Ecrivain connu par son dévouement pour la cour d'Angleterre, avait avancé cette fausseté dans une de ses lettres au *Docteur de Kingston*. Un zélé partisan de la Liberté Américaine fut exprès à la Haye pour avoir un éclaircissement avec Mr. de Pinto; on prétend que cet Avocat des Anglais eut peur que l'Avocat des Américains, dont il connaissait le

zele

zèle bouillant, ne s'en tint pas aux simples reproches, Mr. Pinto prit le parti de se cacher ; & il ne fut pas possible à M. C*** de le voir. De retour chez lui, Mr. C*** trouva une lettre de Mr. Pinto dans la quelle cet Ecrivain avouait qu'il ne se souvenait pas dans quel Ecrit il avait lu que le Parlement Britanique *avait offert aux Colonies d'admettre des Représentans pour elles dans le Senat de la Grande-Bretagne* ; il ajoutait que s'il ne l'avait pas lu, il lui semblait l'avoir oui dire. Mr. C*** me communiqua cette lettre, où la mauvaise foi de l'Avocat du Ministère Britanique n'était que trop évidente. Cette Anecdote, me direz-vous, ne prouve rien contre moi ; qu'ai-je de commun avec Mr. de Pinto ? Plus peut-être, vous dirai-je, que vous ne voudriez laisser voir au public. La façon de penser, le stile, le ton prophétique, les sophismes, les insinuations malignes, les prétentions à la science de la Politique, & au secret des Cours, en un mot, tout, même les grossièretes que vous dites à ceux qui combattent vos opinions, tout dis-je porte dans vos discours un caractère de ressemblance si marqué avec les Ecrits de Mr. de Pinto, qu'à moins de savoir positivement que Mr. Pinto & vous, faites deux Ectres corporellement distingués, il n'est pas possible de s'empêcher de vous *identifier*. Au moins est il vrai, qu'il est très pardonable de s'y tromper.

Mais

Mais laissons en paix Mr. de Pinto Auteur des Lettres au *Docteur de Kingston* , & revenons à ce Mr. Pinto , Auteur des deux Discours qui excitent l'indignation des gens de bien.

Je reponds 2°. qu'en prenant pour vrai, ce qui n'est qu'un fait purement controuvé de votre part, je reponds que dans cette supposition même, le Commerce des Munitions navales est le notre, & non celui des Francais. Vous ne pouvez nier que nous n'y soyons intéressés au moins, 1°. pour le *fret* , 2°. pour la *commission* , 3°. pour le *change* , 4°. pour l'*assurance*. Or Mr. ces quatre Articles sont déjà pour nous d'une consequence infinie. Vous faites à ce sujet un calcul bien au dessous de la verité, car vous ne contez de profit pour les *Negocians Hallandais* que de 32. à 33. mille florins (r) il suffit d'indiquer le resultat de votre calcul, pour demontrer que vous êtes parti d'un principe tout à fait faux. On doit supposer que des *Negocians* tels que ceux qui réclament, ne font pas une démarche telle que celle qu'ils ont fait, pour le petit intérêt de 32. à 33. mille florins. Non Mr. vous ne faites illusion à personne; & vous auriez du penser que vous écriviez pour des gens raisonnables. Je n'ajouterai qu'un mot pour achever de demontrer que le Commerce des munitions navales est

de]

(r) P. 22. N. f.

de la dernière conséquence pour nous. C'est que, si par considération pour notre Alliée, nous voulons bien dans cette occasion nous relacher du droit que nous avons de le faire, ce Commerce nous échapera peut-être pour toujours. 1°. les Danois, les Suedois, les Russes même se metront en état de le faire à notre place; la France ne pouvant plus compter sur notre exactitude, fera des accords avec les Nations du Nord, & alors nous serons obligés de nous contenter du simple profit du *change*, parceque les paiements ne pourront se faire que par notre Canal. Mais ce qui est encore infiniment plus à craindre, c'est que les trois Nations que je viens de nommer, ne prennent un goût décidé pour le Cabotage, & qu'étant assurées d'avoir la préférence de la part de la France, les Peuples du Nord ne fassent les efforts les plus efficaces pour nous remplacer. Sous le Roi actuellement régnant en Suede, que ne peuvent pas les Suedois! Les Russes pourront certainement beaucoup, sous Catherine Seconde. Inutilement m'opposeriez-vous que nous reprendrons ce Commerce quand il nous plaira, parceque notre fret doit toujours être à meilleur marché que celui de autres Nations. Les autres Nations baisseront leurs prix des qu'elles se verront dans le cas de pouvoir être employées continuellement. En un mot Mr. il n'y a que vous qui ne voyez pas l'impor-

portance du Commerce des Munitions navales ;
ou du moins qui faites semblant de ne pas le
voir ; & comme je n'écris sur cet Article que
pour vous seul ; je me contenterai de vous dire ,
ou que vous ne voyez pas plus loin que votre
nez , ou que vous êtes de la plus mauvaise foi
du monde. Le ton d'assurance avec le quel
vous dites , qu'il n'y a pas un seul contrat de
fait avec la France pour la fourniture *des mu-
nitions navales* (s) ne demontre que mieux vo-
tre témérité. Quand on ne rougit pas d'écrire
de telles faussetés on ne rougit de rien ; pas mê-
me de faire le métier de lâche adulateur , le plus
vil & le plus deshonorant qu'un homme puisse
faire. J'observerai encore que dans votre pré-
mier discours , vous vous êtes donné la torture
pour prouver que les Anglais étaient autorisés
par les traités à prendre nos Navires chargés de
Munitions navales pour le compte de la France ;
sans doute qu'allors vous ne saviez pas encore
que nous eussions si peu de part à ce Commer-
ce ; car vous n'auriez pas manqué de le dire.
Aujourd'hui vous gardez le silence sur les trai-
tés , pour avancer une fausseté. Enverité Mr.
vous jouez un joli rôle dans cette affaire.
Mais achevons de vous peindre. C'est vous qui
nous

nous fournirez les couleurs propres à vous faire connaître.

Etre neutre entre deux Puissances ennemies, signifie ordinairement : ne rien faire ni pour ni contre l'une des deux : & je ne crois pas qu'il puisse signifier aussi ne rien souffrir de l'une des deux. (t) J'admets le premier membre de la définition : je crois même qu'il était au moins inutile d'ajouter une seconde proposition pour développer l'idée que l'on se forme du mot *neutralité*. Oui Mr., quoique vous ne le pensiez pas, il n'en est pas moins constant, que l'idée d'une exacte neutralité emporte nécessairement celle de *ne rien souffrir de l'une des deux Puissances belliégantes*, qui nuise ou à la partie neutre, ou à l'autre partie belligérante. Toutes les preuves que vous accumulez pour prouver votre sentiment erroné, ne sont que des misérables Sophismes que le Lecteur le moins pénétrant apperçoit au premier coup d'oeil. Il est très nuisible à la France de ne pas recevoir les Munitions navales que nous nous sommes engagés de lui apporter ; or pouvons-nous dire que nous gardons une exacte neutralité, lorsque sans réclamation, nous souffrons tranquillement que l'Angleterre nous enlève ces Munitions navales que nous nous sommes obligés de porter en France ? Nous ne garderions pas la neutralité, si par nos traités avec l'Angle-
terre

(t) P. 27. & 28.

terre, ce Commerce de munitions navales nous était interdit; mais des lors que nous nous le sommes expressement réservé, l'exacte neutralité veut que non seulement nous puissions le faire, mais encore que nous soutenions & défendions le droit que nous avons de le faire. La France sera toujours très fondée à nous soupçonner d'intelligence avec son ennemie; si elle nous voit souffrir tranquillement l'insulte faite à notre Pavillon, lorsque cette insulte tourne tout à fait à son désavantage. Deux hommes se battent devant un Tiers supposé tranquille spectateur du combat & gardien du baton que l'un des deux champions lui a confié; pour se battre à armes égales avec son adversaire, qui n'a que ses bras pour se défendre. Le dernier enlève adroitement des mains de ce Tiers le baton de son adversaire, il l'en frappe, & le terrasse sans que ce Tiers fasse le moindre effort pour reprendre ce baton; sans même qu'il se plaigne de la perfidie de celui qui le lui arraché des mains, dans un tems où il ne devait pas supposer devoir se tenir sur ses gardes: ce Tiers cité devant un Juge impartial, sera-t-il renvoyé absous du meurtre commis par l'un des deux combattans? Et s'il se trouvait un Juge assez inique pour prononcer une sentence d'absolution en faveur de ce perfide gardien du baton, avec le quel l'un des

deux combattans a été assomé, le jugement du public confirmerait-il cette sentence injuste? L'application n'est pas difficile & la comparaison me paraît aussi exacte que comparaison puisse l'être. Je remarque que le crime du Depositaires du baton, est plus noir, en ce qu'il a souffert tranquillement que le depot qui lui avait été confié tournât au detriment & à la mort de celui qui le lui avait remis: ainsi puisque selon vos principes, les Munitions navales que les Anglais nous enlèvent, Sont en toute propriété à la France, & que nous n'en sommes que les Depositaires, ou si vous voulez, les simples *Facteurs*, notre obligation de les rendre à leur destination, c'est à dire à la France, en devient bien plus grande; & nous les laisser enlever sans rien dire & sans faire tout ce qui est en notre pouvoir pour remplir nos engagements, c'est évidemment prouver notre partialité en faveur de l'Angleterre contre la France: or toute partialité directe, ou indirecte est incompatible avec la neutralité. Donc, bien loin de nous excuser vis à vis de la France, vous nous rendez encore plus coupables envers elle. D'après vos principes, elle a droit de nous taxer de la plus grande infidélité; c'est à dire d'avoir fourni, ou du moins laissé prendre à son ennemie, les armes qu'elle avait achetées pour se défendre contre elle; armes qu'elle

, qu'elle avait remis entre nos mains & que nous nous étions engagés de lui apporter. Mais apparemment que les *Depots* ne vous paraissent pas plus sacrés que les *Traités*. Encore un raisonnement, pour vous prouver que vous déraisonnez.

Si nous pouvons permettre à l'Angleterre d'insulter notre Pavillon au detriment de la France & garder malgré cela la plus exacte neutralité; nous pouvons aussi permettre à la France d'insulter notre Pavillon au detriment de l'Angleterre & garder malgré cela la plus exacte neutralité; c'est à dire que pour garder cette exacte neutralité, nous devons permettre aux deux Puissances belligérantes de ruiner notre Commerce & de nous faire ressentir vivement le contre-coup de leur mésintelligence. Alors, je vous le demande Mr., cette neutralité dont tout le monde, dont vous même vanter si fort les avantages, cette neutralité est elle bien avantageuse pour nous? Mais à quoi perds-je mon tems? Ne vous refusez-vous pas vous même, n'êtes-vous pas refuté dans le coeur de tout bon patriote, & dans l'esprit de tout Etranger qui a le sens commun? On peut vous appliquer ce que l'Esprit St. dit de l'homme coupable qui pour excuser ses crimes, tombe sans s'en appercevoir dans des contradictions visibles. *Mentita est iniquitas sibi.* Pour

vous, plus vous cherchez à pallier vos contradictions, & plus vous vous contre-dites; car il n'y a que vous qui puissiez trouver à redire à ce que Monsieur l'Ambassadeur de France a déclaré au nom du Roi son maître; que pour que les *Provinces-unies* se conforment aux principes de la plus exacte neutralité, elles doivent procurer à leur Pavillon toute la liberté &c qu'autrement cela caractérisera une partialité &c.

Les convois doivent nous protéger contre tout agresseur; par conséquent autant contre l'une des Puissances belligérantes, que contre l'autre: si l'action est également dirigée contre les deux, il paraît que la non-action est égale pour toutes les deux & qu'on peut être neutre sans donner des convois, comme lors qu'on en donne. (u) De grâce Mr. que signifie ce raisonnement? Est-il même intelligible? Voulez-vous dire qu'il est égal pour la France que nous défendions notre Commerce contre elle, si elle cherche à le troubler, lorsque nous le défendons aussi contre l'Angleterre si elle entreprend de le troubler encore? passe; mais qu'en concluez-vous, qu'il est aussi égal pour cette Puissance que nous ne défendions pas ce Commerce troublé par l'Angleterre, lorsque nous ne le défendons pas contre la France lorsqu'elle le trouble: c'est

(u) P. 31.

c'est à dire qu'en ne donnant des convois , à nos Navires marchands , ni pour la France ni pour l'Angleterre , nous gardons la plus exacte neutralité ; outre que cette espece de neutralité est tout l'a-fait ruineuse pour nous , qu'elle est deshonorante pour une République commerçante , il n'est pas vrai qu'elle soit rigoureusement exacte ; parcequ'il n'est pas vrai que dans ce cas particulier , la *non-action* soit en raison directe de l'*Action*. Nous ne portons en Angleterre que très peu de chose en comparaison de ce que nous portons en France ; les effets que nous portons à l'Angleterre ne sauraient être comparés ni pour leur valeur , ni pour leur conséquence , à ceux que nous portons en France : en un mot , nous ne portons pas des munitions navales en Angleterre , parceque l'Angleterre n'a pas besoin de nous pour cette branche de Commerce , & qu'elle le fait sans notre participation ; donc ce que la France peut nous prendre pour le compte de la Grande-Bretagne , ne saurait entrer en comparaison avec ce que cette dernière nous prend pour le compte de la première ; donc permettre à l'Angleterre d'enlever nos Navires chargés pour le compte de la France , c'est favoriser cette Puissance contre sa Rivale , en permettant à celle-ci d'enlever nos Navires chargés pour le compte de l'autre ; pour quoi ? Parceque l'Angleterre gag-

ne cent , lorsque la France ne gagne qu'un , par notre inaction : donc il y a de la partialité même dans notre *non-action*.

A la suite des absurdités que je viens de montrer dans votre discours , viennent la Méchanceté , l'Ironie , les Soupçons malicieux les Interprétations forcées , les Declamations insidieuses , & eu un mot tous ces tours de souplesse employés par un homme qui plaide une mauvaise cause & qui ne cherche qu'à éblouir & à tromper. Ici vous voulez nous faire entendre que la France commande , ordonne chez nous , qu'elle s'arroge vis à vis de la République des droits qu'elle n'a pas ; là , elle cherche à introduire parmi nous tant de contrariété dans les opinions & les intérêts que la machine publique en soit dérangée , gêner par là toutes nos entreprises , arrêter les résolutions qui ne lui plaisent pas & nous tenant dans un état passif , nous faire être ce qu'elle voudrait. Ici vous lui supposez des vûes plus éloignées , des projets plus compliqués : là , vous insinuez clairement que la France cherche à parvenir à ses fins semant parmi nous le levain de la discorde : à disposer de quelques membres pour contrarier & gêner les mouvements du Corps. Pour répondre à toutes ces suppositions , je crois qu'il suffit de mettre en parallèle la conduite que la France a tenu jusqu'à

qu'à présent vis à vis de nous , avec celle que l'Angleterre a tenu & tient encore.

La France a fait demander aux Etats la plus exacte neutralité , elle a promis formellement que de son côté , elle ne ferait jamais rien qui peut obliger la République de s'en départir soit en sa faveur , soit en faveur de sa Rivale. L'Angleterre a pris nos Navires chargés pour le compte de la France , elle les a pris sans nous avertir qu'elle était résolue à le faire : La France nous a dit que souffrir patiemment une telle injure , c'était premièrement laisser porter un rude coup à la liberté de notre commerce , & que de s'en tenir aux simples réclamations , c'était lui donner des justes soupçons sur une intelligence secrète avec son ennemie. L'Angleterre n'a nul égard à nos plaintes , retient ce qu'elle a pris & s'embarrasse fort peu du danger où elle nous expose d'une rupture cruelle avec la France. Ne-peut on pas demander après cela , qu'elle est la Puissance dont nous devons le plus nous défier : est-ce de celle qui nous assure de toute son amitié , à condition que nous ne voudrions prendre aucune part à la querelle qu'elle a avec sa voisine ; ou de celle qui paraît peu se soucier de notre alliance , puisqu'elle enfreint impunément les traités qui nous unissent avec elle ? Est-ce de celle qui favorise notre Commerce , qui nous ouvre tous ses Ports , & qui

est pour nous une source abondante de richesses par les profits & les avantages du commerce étendu que nous faisons avec elle ; ou est - ce de celle qui interrompt brusquement notre commerce, qui de tout tems l'a gêné, qui ne nous laisse faire que le peu qu'elle ne peut pas nous arracher, & qui met tant d'entraves à ce peu, qu'à peine vaut - il le nom de *Commerce*. Je pourrais pousser ce parallele plus loin : je m'arrête pour vous demander à mon tour : *Docte* decidez : mais je fais d'avance votre réponse : la voici : *Les princes & leurs Ministres comptent pour rien les protestations, assurances, & autres cajoleries respectives, ils savent à quoi s'en tenir.* (v) fort bien ; mais si cela est vrai des Princes & des Ministres en général, si cela est vrai du Monarque Francois & de ses Ministres, que vous avez ici en vue, cela ne ferat - il pas vrai aussi du Ministère Britanique ? J'ai droit de conclure que vous vous déclarerez pour la negative : tant votre partialité est évidente ; car voici comme vous vous exprimez. *Il est de notre intérêt présent & éloigné de ne rien faire contre eux, (les Anglais) de l'intérêt présent parceque les declarations & les resolutions de la Cour de Londres nous assurent la liberté de toutes les autres branches de notre commerce ; ce qui surement suffit à notre bien être* &

& excède le gain que nous fairions en plaine
 paix. (w) Il résulte de votre assertion, que
 nous devons nous déffier de toutes les assu-
 rances de bienveillance qui nous seront fai-
 tes de la part de toutes les Puissances, à l'ex-
 ception pourtant de celles que S. E. Mr. L'Am-
 bassadeur d'Angleterre nous fait de la part de
 sa Cour. La Grande-Bretagne mériterait-elle
 toute notre confiance à l'exclusion absolue des
 autres Nations? Ici comme ailleurs, je vous livre
 à vos propres méditations: Mais je vous de-
 mande encore, de quel droit l'Angleterre s'arro-
 ge-telle le pouvoir de circonscrire notre com-
 merce? d'où tiret-elle le droit de nous en inter-
 dire une branche? Qui a eu le droit de nous
 mettre sous sa Tutelle? Disons-le Mr. vous
 n'avez nullement réfléchi à ce que vous avez
 écrit. La France nous invite à donner à notre
 Commerce toute l'étendue qu'il peut avoir, elle
 nous presse même pour que nous assurions no-
 tre navigation & l'honneur de notre Pavillon;
 l'Angleterre nous gêne, elle nous dit, vous pou-
 vez faire tel & tel Commerce, mais celui-ci
 vous est inderdit & si vous le faites, je vous fe-
 rai sentir toute la force de mon bras. *L'inte-
 rêt présent & l'intérêt éloigné* ne demandent-ils
 pas que nous nous rendions aux invitations de
 l'une,

l'une , & que nous prenions des mesures contre les entreprises de l'autre ?

La Hollande s'est-elle engagée envers la France à convoyer ses propres vaisseaux ? (x) Est-ce au public que vous faites cette question Mr. ; à qui demandez-vous la solution de ce Problème ? Sachez que tout homme de bon sens , vous répondra 1°. que la réponse que vous y faites vous même , n'est pas intelligible ; car que veut dire je vous prie , elle doit surement faire tout ce qu'il faut pour cela , mais en aucun tems on ne pouvait exiger d'elle cette promesse si elle l'avait refusée ; c'est pourquoi je doute qu'on puisse exiger la chose même qu'elle n'a pas promise (y). 2°. En suivant les lumieres de la raison , cet homme de bon sens vous dira , que la Hollande est obligée de convoyer ses propres vaisseaux , parraport à elle-même , pour les protéger contre des Pirates ; & parraport à la France , pour remplir envers cette Puissance deux devoirs essentiels : le premier , c'est de faire tout son possible pour lui livrer dans ses Ports , les cargaisons que les Négocians de la République se sont obligés d'y porter ; le second pour observer la Neutralité promise , sans qu'il soit possible que nous soyons soup-

(x) P. 32.

(y) P. 32.

soupçonnés de la plus petite intelligence avec l'une des parties belligérantes. Quant à ce que vous dites que la France fairait bien de *convoyer elle-même nos propres Navires* ; & que par cette demarche *noble & amicale tout serait arrangé* , je me contente de vous repondre , qu'il parait que vous vous étudiez à trouver des absurdités , ou à insulter gratuitement ; vous me paraîsez trop bien instruit des affaires du tems , pour ignorer , que la France ne peut pas suffire pour excorter ses propres Navires , & que les Anglais ont fait des prises très considerables , soit par leur nombre , soit par leur valeur ; est-il raisonnable que la France abandonne son propre commerce , pour protéger le notre ?

Je ne fais qui le premier a dit , la Hollande ne doit pas chercher à tenir la balance de l'Europe , plusieurs écrivains &c. (z).

Je ne fais où vous avez trouvé cette impertinence ; mais je fais bien que vous êtes le premier qui l'avez écrite. Je fais encore que vous avez supposé quelqu'un assez idiot pour avancer ce paradoxe , afin d'avoir occasion d'étaler votre érudition en combatant un *être de raison*. Dom Quichote de la Manche se batait contre les Moulins à vent. Chacun à sa manie. Tout
le

le Monde convient que la Hollande doit tout faire, tout risquer, tout entreprendre, s'exposer même à tout, pour soutenir autant qu'il est en elle, l'Equilibre de l'Europe. C'est sans doute la Puissance la plus intéressée au maintien de cet Equilibre, puisque c'est cet Equilibre, qui fait sa sûreté. Mais tout le monde convient aussi que jusqu'à présent cet Equilibre ne risque rien, que c'est au contraire pour le rétablir, sur mer, que la France combat l'Angleterre; tout homme qui n'est pas Anglais, doit convenir que la France en faisant, ou du moins en cherchant son bien, fait, ou cherche le bien de tous.

Dans les deliberations d'un Etat comme le notre une resolution prise unanimement est préférable à une meilleure; & il vaut mieux convenir tous dans un parti moins bon, que de disputer pour un meilleur (a).

C'est dans ce beau raisonnement, que se développe la sagacité de votre esprit; cette belle maxime nous montre la profondeur & la sagesse de votre Politique. Si par le mot *disputer* vous entendez ne jamais convenir à la pluralité des voix d'un parti meilleur, vous êtes très fondé; & personne de bon sens ne s'avisera de vous contre-dire. Mais alors votre maxime est ici
hors

(a) P. 46.

hors d'oeuvre & ne prouve rien en faveur de votre cause ; car se ferait alors le plus mauvais de tous les partis. Dans un Etat , sur tout dans une République , la mésintelligence dans les deliberations portée à ce point , est bien tot suivie de la dissolution totale de la République. Si par la mot *disputer* , vous entendez , *discuter* pour s'acorder *sur un parti meilleur* , ou du moins pour chercher *un parti meilleur* , votre maxime est erronée , & personne ne peut l'adopter. Si lorsque l'Ambassadeur des Romains , vint offrir la paix , aux Carthaginois , ceux-ci eussent disputé pour le meilleur parti qu'ils avaient à prendre , si lorsque Rome fit signifier au Senat de Carthage , qu'il fallait absolument choisir ou de la *paix* , ou de la *guerre* , les Senateurs Carthaginois eussent murement délibéré avant de s'écrier unanimement *guerre* , *guerre* ! la République de Carthage se fut soutenue encore quelque tems ; elle n'aurait pas péri par cette guerre même : elle eut enfin pu tenir tête encore à son orgueilleuse Rivale. Quand on est libre de choisir entre la *paix* , ou la *guerre* , certainement le parti le moins bon à prendre , est de se déterminer unanimement pour la *guerre* ; il vaut donc beaucoup mieux disputer sur le parti le meilleur à prendre , la *paix* ; l'unanimité des Carthaginois sur le parti le moins bon ,

creu-

creusa le précipice de leur République ; voyez encore si ce fait historique n'est pas un argument décisif contre votre maxime dans le cas où notre République se trouve.

Nulle Puissance n'a droit de nous diriger, ou violenter dans les choses qui nous regardent uniquement ; même sous le prétexte qu'elles nous sont utiles ; nous ne devons le souffrir d'aucune. L'affaire des convois ne regarde que nous, le bien & le mal qui nous en reviendra doit être notre seule considération (b) : permettez moi donc de vous demander Mr. pourquoi l'Angleterre nous violente dans l'affaire des convois qui ne regarde que nous ? Ou du moins pourquoi nous devons souffrir les violences de la part de la Grande-Bretagne ? C'est, dites-vous, que l'Angleterre déclare que le besoin de sa propre défense, la nécessite, la contraint d'empêcher ce commerce (c). Mais la France déclare aussi que la nécessité des Munitions navales où elle se trouve, la contraint d'exiger de nous que nous remplissions les engagements que nous avons pris avec elle sur cet article de Commerce ; la France déclare aussi qu'elle nous privera des avantages que les Puissances neutres trouvent dans le Commerce qu'elles font avec elle ; la France déclare

(b) P. 41.

(c) P. 42.

te qu'elle regardera comme une infraction de la neutralité notre insensibilité aux affronts répétés que la Grande-Bretagne fait à notre Pavillon; enfin la France nous menace de nous traiter en ennemis, si nous paraissions conniver avec l'Angleterre à son détriment; elle fait plus, elle permet à ses Armateurs de courir sur nos Navires allant en Angleterre ou en revenant; peut-être si nous tardons longtems à armer, cette Puissance se permettra-t-elle des entreprises plus sérieuses. *Donc c'est vouloir se battre c'est avoir la guerre; c'est perdre pour le moment tout le reste du Commerce, que de s'obstiner à ne pas excorter nos vaisseaux marchands, il convient donc à notre intérêt présent de soutenir par des vaisseaux de guerre ce Commerce avec la France.* Vous comprendrez aisément que je n'ai fait ici que retorquer vos principes contre vous même. J'ajoute qu'il est moralement sur qu'en faisant ce que la France exige, nous n'aurons de guerre avec personne: l'Angleterre a assez à faire, elle n'a pas besoin de se susciter de nouveaux ennemis; ainsi vous avez tort d'avancer que les Anglais attaqueront nos vaisseaux de guerre au cas qu'ils convoient nos munitions (d) il paraît au contraire qu'ils n'ont attaqué nos vaisseaux marchands, que par-

(d) P. 30.

parcequ'ils n'étaient pas convoyez par nos vaisseaux de guerre. *Celui qui en danger de se noyer s'accroche à l'habit de son voisin & le déchire (e)* ne fait que ceque le droit de sa propre conservation lui dicte dans le cas où il n'a pas d'autre moyen pour sauver sa vie; Mais Mr. ajouter avec vous, que parraport à cela il *pourrait y avoir des coups donnés*; c'est supposer un voisin inraisonnable, brutal, cruel & inhumain; la supposition ne fait pas honneur à l'humanité, ou plutôt à votre jugement; car si le cas arrivait, ce ferait peut-être pour la première fois. Les Monstres qui préfèrent leur habit, à la vie de leur voisin, sont très rares; avouez que vous n'êtes pas heureux dans le choix de vos hypotheses. Je vais en faire une analogue à la votre, mais qui fera un peu mieux fondée. Celui qui vogue sur une mer orageuse dans un navire qui fait eau, & considérablement desarmé, qui au lieu de chercher à gagner un Port, gouverne vers de nouveaux écueils contre les quels il ira se briser infailliblement, celui-la selon moi, est un teméraire qui ne mérite la compassion de personne, ou un ignorant qui n'aurait jamais du mettre sa main au Gouvernail. Faites l'application, & *decidez*. Pour moi, il me semble que la Grande-Bretagne ferait dans le cas de l'hom-

(e) P. 30. n. 1.

l'homme de mon hypotese, si elle attaquaît les vaisseaux de guerre de la République, par la seule raison que ces vaisseaux serviraient d'escorte à notre marine Marchande: loin donc de se sauver en déchirant le Pourpoint du voisin, il paraît qu'elle n'aurait d'autre avantage que d'emporter au fonds de la mer le lambeau qu'elle aurait accroché en tombant.

Voici Mr. quelques avis en échange de ceux que vous avez la bonté de me donner. Si vous étiez moins avancé en âge, je vous conseillerais de révenir à l'Ecole; je vous dirais étudiez la Logique, formez-vous sur les regles du raisonnement, defaitez-vous de cette manie Sophistique; évitez les Paradoxes, mais sur tout, foyez consequent & aimez la verité: Mais la plus grande partie de ces bons conseils ne sont plus de saison pour vous. Le pli est pris, il fait en vous une seconde Nature qui a effacé tous les beaux traits de la premiere. Voici donc un avis qui vous convient mieux. Répondez-vous Mr.; il est tems, vous avez assez travaillé pour vos Patrons: mangez en paix le salaire qu'ils vous donnent; si vous ne l'avez pas mérité par la Nature de vos services, du moins l'avez-vous mérité par votre zèle: jouissez tranquillement des douceurs qu'un vieux Domestique a droit d'attendre de ses anciens maitres. Presqu'au bout de votre carriere,

il est tems qu'on vous remplace. Il est tems pour eux, il est tems pour vous-même : car votre bone volonté leur nuit, puisque vos écrits même nuisent à leur cause, assez mauvaise d'ailleurs. Si je vous connaissez moins, je vous parlerais moins positivement. Mais ne craignez pas que je vous demasque : je veux vous laisser même dans la fausse persuasion que l'Incognito que vous avez pris, vous derrobe aux yeux du public. Quoiqu'à vous dire vrai, le public éclairé ne se méprend ni sur votre nom, ni sur votre profession, ni sur votre caractère ni en un mot sur rien de ce qui caractérise *l'Ecrivain des deux Discours &c.* Quand on a une idée de la Peinture, peut on méconnaître les grands maitres ! Rubens par exemple, sera toujours reconnu, à la hardiesse de sa touche, à la force de son pinceau, à la vigueur de son coloris, à la grandeur de ses idées, à la noblesse & à la verité de son ordonnance ; vous serez toujours reconnu Mr. à la venalité de votre plume, à la partialité de votre coeur, à la prétention que vous affectez à la Science de la politique, au ton décisif & insultant qui règne dans toutes vos dissertations ; Oui tous ces grands traits vous portraient si bien, ils vous sont si particuliers, qu'en lisant les deux Discours *du soit disant bon Hollandais*, on ne peut s'empêcher de s'écrier, quoi ! l'Avocat connu du Ministère Anglais

fait

fait encore d'inutiles efforts pour défendre la plus mauvaise de toutes les causes !

J'apprends dans ce moment que je perds mon tems à réfuter votre second Discours ; parcequ'à peine est-il connu : on l'a jugé sur le titre ; & on ne s'est pas donné la peine de le lire. Cela est fâcheux, pour vous & pour le petit nombre des partisans de la Grande-Bretagne. Ces partisans, qui dans le fonds s'occupent plus de leurs Fortunes déposées dans les Fonds publics de l'Angleterre, que de l'avantage réel de leur Patrie, ces partisans dis-je, sont à la veille, de voir le salut de la République préféré à leur opulence particulière. Quel creve cœur pour eux & pour vous ! La plupart, n'auront pas de Carrosse si l'Angleterre est obligée de manquer à ses engagements publics ; eh bien ! ils feront comme leurs pères, ou comme ils ont fait eux mêmes, ils iront à pied. Le mal n'est pas grand. Il y en a qui seront ruinés ; il vaut mieux que quelques familles soient dans la détresse, que de voir tous les Citoyens ruinés par une guerre malheureuse. D'autres seront forcés. . . . &c. &c. Tant-pis pour eux. Ce sont là Mr. mes sentimens, ils valent bien je pense, ceux de l'Auteur que je combats. C'est des vôtres Mr. que je parle & j'en parle pour la dernière fois.

F I N.

E 779
R 425a